

Vienne, le 14 avril 2020

BLANCHIMENT D'ARGENT ET COVID19 : Profit et Perte

PRINCIPALES EVALUATIONS

- En raison de la distanciation sociale due au COVID19, **certains responsables des forces de sécurité dans le monde signalent que l'accès aux systèmes de renseignements sécurisés en matière de lutte contre le blanchiment d'argent a été perturbé. Cela a réduit les capacités à poursuivre les affaires de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme.** Certains informateurs d'activités/transactions suspectes ont également éprouvé des difficultés à soumettre des rapports. Malgré cette situation, le travail opérationnel se poursuit.
- **Les fraudes fiscales et non fiscales liées à la réponse publique au COVID19 sont en augmentation.** Les escroqueries dans le domaine de la Cryptomonnaie et les Opérations pyramidales sont susceptibles de se développer.
- **Le blanchiment d'argent par les passeurs de fonds traditionnels a été réduit de manière considérable au niveau des ports et des aéroports.** Il n'est pas encore clair si les criminels organisés chercheront d'autres méthodes de transfert de fonds pour leurs finances criminelles, telles que les cryptomonnaies ou les virements électroniques, ou s'ils vont attendre la réouverture des frontières.
- **Les groupes de criminalité transnationale organisée et les financiers du terrorisme vont chercher à exploiter l'opportunité d'offrir des services financiers lorsque les capacités de l'État et du secteur privé seront réduites.** La crise économique mondiale qui s'ensuivra présentera une myriade d'opportunités pour le financement (et les enquêtes) de la criminalité.

Contexte

1. Ce briefing donne un bref aperçu des menaces de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme dans le contexte de la pandémie de COVID19. Il a été élaboré à partir de comptes rendus confidentiels obtenus des partenaires de l'ONU DC, des forces de l'ordre, des gouvernements, des ONG, des universités, des médias, des sources ouvertes et du secteur privé dans le monde entier, au début du mois d'avril 2020. Des recommandations sont formulées à la fin de chaque section thématique.

Tableau de la menace

2. Alors que la police est en première ligne dans le contrôle du respect des mesures de confinement, de nombreux fonctionnaires spécialisés dans la lutte contre le blanchiment d'argent (LBA) et le financement du terrorisme (FT) travaillent à distance. Les institutions financières privées, y compris les départements de vérification de la conformité, prennent des mesures similaires. Certaines juridictions ne peuvent pas

accéder à distance à des systèmes sécurisés, ce qui réduit leur capacité à recueillir, traiter, analyser et évaluer les renseignements sur les cas de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. D'autres n'ont pratiquement pas été affectées et continuent à travailler aussi normalement que possible.

3. Certains fonctionnaires du secteur de la réglementation chargés de faire des rapports sur des transactions/activités suspectes ont eu des difficultés à communiquer ces informations à leur Cellule de Renseignement Financier (CRF) locale. Par contre, d'autres n'ont pratiquement pas été affectés.
4. Le blanchiment d'argent demeure un élément essentiel de la criminalité transnationale organisée liée au COVID19, avec une augmentation sensible de la fraude. Parmi les formes de criminalité fréquemment citées, on compte :
 - a. l'achat de matériel médical et de médicaments authentiques obtenus frauduleusement ;
 - b. la non-livraison du matériel annoncé ;
 - c. le détournement, l'interception et l'utilisation à des fins abusives de dons de bienfaisance ;
 - d. la collecte frauduleuse de fonds publics dans le cadre des efforts de relance économique et d'aide à la santé publique.
5. Les mouvements de passeurs de fonds et l'interception au niveau des ports ont effectivement cessé. Il y a un manque d'informations sur la manière dont les criminels spécialisés dans le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme réagissent à l'arrêt des vols et à la fermeture des frontières. Il n'est pas encore clair si les criminels organisés chercheront d'autres méthodes de transfert de fonds pour leurs finances criminelles, telles que les crypto-monnaies ou les virements électroniques, ou s'ils vont attendre la réouverture des frontières.
6. **L'ONU DC recommande aux États membres de réduire les risques pour les Cellules de Renseignement Financier en permettant au personnel clé d'accéder aux systèmes de LBA/FT en toute sécurité, soit à distance, soit en prenant des précautions sanitaires appropriées, à partir de leur bureau. L'augmentation de la transmission proportionnelle, légale, responsable et nécessaire d'informations et de renseignements à des organisations importantes telles qu'INTERPOL et Europol aidera à l'analyse de la menace mondiale et éclairera la prise de décisions stratégiques.**
7. **L'ONU DC recommande également que les renseignements stratégiques concernant la menace, son évolution et la capacité (ou non) des États à y répondre, soient systématiquement partagés avec l'ONU DC, INTERPOL, Europol et le Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI).**

Analyse

- a. *Le profit reste au cœur de la criminalité transnationale organisée. La menace continuera à évoluer et à persister pendant et après la pandémie. Les criminels organisés, notamment les blanchisseurs d'argent professionnels et les financiers du terrorisme, continueront à évaluer et à exploiter la demande de biens et services liés à la crise.*
- b. *La pleine fonctionnalité des CRF et des autres autorités compétentes en matière de LBA/FT doit être maintenue publiquement et visiblement. Cela permettra de réduire au minimum le nombre d'acteurs criminels cherchant à exploiter impunément les opportunités perçues. Il est possible qu'une telle perception criminelle conduise à un comportement de prise de risque plus important que la normale et, contre toute attente, puisse créer de nouvelles opportunités secrètes pour les services répressifs.*
- c. *Toutefois, dans l'ensemble, l'ONU DC estime que l'impact économique de COVID19 crée les plus grands risques criminels auxquels les gouvernements et les secteurs de renseignements doivent faire face. Alors que les économies tentent de se redresser, les blanchisseurs d'argent professionnels chercheront eux à développer leurs activités. D'autres criminels organisés offriront des services financiers à haut risque (en particulier dans les domaines où les activités traditionnelles du gouvernement et du secteur privé ont cessé). L'extorsion et les autres formes de criminalité connexes vont augmenter. Les personnes prendront des risques de plus en plus importants pour tenter de rembourser des prêts à des taux d'intérêt élevés.*

- d. *Le personnel de l'ONUDC spécialisé dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme est disponible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, partout dans le monde, pour assister les États membres dans la lutte contre la criminalité financière.*

Diffusion : ce rapport (UNODC/CMLS/COVID19/GPML1) peut être partagé sans aucune référence préalable à l'auteur.

FIN